Nature et origine de la dette

Les salariés ne sont pas responsables, ni de la dette publique, ni du déficit budgétaire qui a fortement augmenté depuis la présidence de Nicolas Sarkozy : 50 milliards d'euros en 2007, 112 milliards d'euros en 2010.

Le budget de l'État est déficitaire depuis trente ans, donc les emprunts réalisés ne cessent de gonfler la dette. Depuis plusieurs années, les charges d'intérêt de cette dette représentent plus de 10 % des dépenses publiques et sont devenues le premier poste des dépenses de l'État. Ces charges d'intérêt (50 milliards d'euros actuellement) profitent aux financiers.

Gouvernements et entreprises sont les responsables

La dégradation de la situation économique depuis 2008 n'explique qu'un tiers du déficit budgétaire. Les 2/3 restant résultent des choix gouvernementaux qui réduisent l'impôt sur les riches et imposent des sacrifices aux salariés, aux retraités et aux privés d'emploi.

Le gouvernement prétend que le déficit budgétaire découle des dépenses socialement utiles et nécessaires qui seraient, selon lui, trop élevées alors que les dépenses publiques n'ont pas augmenté ces cinq dernières années.

Le déficit s'explique par l'insuffisance des recettes

La faiblesse de l'emploi et des salaires pèse sur les recettes de l'État qui proviennent surtout des impôts, lesquels dépendent du dynamisme de l'activité économique, particulièrement de l'emploi et des salaires.

Si l'emploi et les salaires augmentent, l'activité économique sera plus forte et le revenu national, de même que les recettes de l'État vont augmenter. Elles vont augmenter d'autant plus vite que l'impôt sur le revenu est progressif (le montant de l'impôt augmente plus que proportionnellement par rapport à la hausse du revenu). La hausse des recettes permettra de réduire le déficit budgétaire et la dette publique.

À cause des cadeaux aux riches, les recettes n'augmentent pas suffisamment

Le gouvernement prétend qu'il veut équilibrer les impôts sur le travail et sur le capital. C'est faux.

Depuis plusieurs années et surtout sous le gouvernement Sarkozy-Fillon, l'impôt sur les riches et sur le capital a baissé (impôt moins progressif, cadeaux fiscaux, etc.).

La seule suppression de l'impôt sur la fortune a privé les recettes de l'État de 2 milliards d'euros et l'augmentation de la dernière tranche d'impôt n'a été que de 1 % (de 40 à 41 %).

L'argent des contribuables est mal utilisé

L'État et les collectivités territoriales ont dépensé 172 milliards d'euros en 2010 pour aider les entreprises au nom de l'emploi et de l'investissement. Au regard des résultats, montée du chômage en général, celui des jeunes et des séniors en particulier, le compte n'y est pas. Par contre, l'État n'hésite pas à réduire les dépenses socialement utiles, à geler les salaires et supprimer des postes dans la fonction publique (150 000 depuis 2007). Le gouvernement doit mieux utiliser l'argent des contribuables pour développer l'industrie, les services publics et répondre aux besoins sociaux.

Les richesses créées par les salariés doivent revenir aux salariés et c'est POSSIBLE :

- 170 milliards de trésorerie des groupes du CAC40 ;
- 172 milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales et différentes aides aux entreprises en 2010 ;
- 11,4 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches depuis 2007 ;
- 210 milliards d'euros de dividendes versés en 2010 par les entreprises non financières ;
- 36 milliards de dividendes en 2009 et 40 milliards en 2010 aux actionnaires du CAC 40.

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus fort.

Bulletin de contact et de syndicalisation

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Age : ..... Profession : .....

Entreprise (nom et adresse) : .....

.....

Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 48 18 84 72, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr.. **Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr**

Montreuil, le 17 novembre 2011 - MTG © 17/11/11 - NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE - Imprimerie : Alliages Cf © 01 41 98 37 97

Prospérité pour les financiers,

Austérité pour les salariés :

Il faut agir

pour refuser l'austérité et gagner une autre répartition des richesses

L'austérité, partout, pénalise le plus grand nombre (salariés, retraités et privés d'emploi), épargne les plus riches et la finance et empêche la croissance économique et l'emploi.

La crise de la dette publique vient des choix politiques et pas des salariés. C'est pourquoi la CGT s'est engagée pour exiger un audit citoyen de la dette publique.

Il faut stopper cette spirale infernale qui nous entraîne à coup sûr dans une récession économique.

À la botte des agences de notation et des marchés financiers, G8, G20, sommets européens ordinaires et extraordinaires, uniformisent les mesures d'austérité à prendre dans chaque pays produisant les mêmes effets désastreux pour les peuples.

Mais si le système peut faire sauter les dirigeants des pays, les peuples restent en place et doivent organiser durablement la riposte.

C'est le rôle du syndicalisme de permettre aux salariés de s'exprimer. Depuis la rentrée, les mobilisations se multiplient en Grèce, Portugal, Ecosse, Italie, Espagne, Hongrie, Pologne, France… et d'autres sont programmées :

- 24 novembre, grève générale au Portugal ;
- 30 novembre, grève de la Fonction publique au Royaume-Uni ;
- 30 novembre, action coordonnée au niveau européen à l'appel de la Fédération européenne des services publics ;
- 8 décembre, sur les services publics en Italie.

Avec vous, la CGT est disponible pour changer cette situation insupportable !

Après le 11 octobre en France avec 300 000 manifestants pour un autre partage des richesses, la mobilisaton est urgente au regard des plans de rigueur qui se succèdent et des annonces quasi quotidiennes de nouvelles mesures satisfaisant pleinement le Medef.

Le Président Sarkozy, s'érigeant en garant et protecteur du modèle social français, trompe les citoyens en affectant la fraude aux salariés prônant ainsi la division et l'exclusion.

D'après l'administration, 1 % des allocataires seraient en fraude pour 458 millions, mais le Président ne dit rien sur les 15 milliards de fraude des entreprises.

Il met en acte sa récente déclaration sur « *l'opportunité que représente la crise pour mener des réformes de fond qui seraient impossible dans un autre contexte* », remettant en cause notre modèle social.

Les moyens existent pour une autre répartition des richesses créées par **les salariés qui supportent 80 % du financement** des mesures de rigueur annoncées.

Dans les jours, les semaines et les mois qui viennent, la mobilisation doit se réaliser pour gagner sur l'emploi et les salaires, la protection sociale, la reconquête des services publics et de l'industrie. Il faut remettre l'économie au service de l'humain !

www.cgt.fr

Les effets des mesures d'austérité

Fraude sociale

Sur les 20 milliards d'euros pointés dans le rapport d'information parlementaire, 16 relèvent des entreprises, mais Sarkozy ne parle que des quatre autres en désignant les salariés, en général, comme des fraudeurs potentiels.

En 2010, 63 % des entreprises contrôlées par les contrôleurs URSSAF ont dû payer des redressements.

Les accidents du travail et maladies professionnelles non déclarés par les employeurs coûtent 1 milliard à la Sécurité sociale.

Le travail non déclaré représenterait 9 à 15 milliards.

Augmentation des impôts : 1,7 milliard €

Le tour de passe-passe consiste à ne pas absorber les 2,2 % d'inflation de 2011 pour revaloriser les tranches d'imposition.

Il suffira que les revenus des ménages augmentent de 1 % pour que les contribuables passent à la tranche supérieure et que ceux qui n'étaient pas éligibles à l'impôt le deviennent.

La hausse est évaluée à 5 % sur les foyers fiscaux. La facture sera payée fin 2012, après les élections.

Réduction des dépenses de Sécurité sociale : 700 millions € (dont 500 sur la santé)

Cette mesure renforce les inégalités en terme d'accès aux soins et l'addition est payée par les malades et les assurés sociaux. Elle s'ajoute à la journée de carence pour le privé et le public, à la taxation des complémentaires et au déremboursement des médicaments.

Le reste à charge des patients sans complémentaire santé s'élève aujourd'hui à 45 % ; de plus en plus de citoyens, dont 19 % d'étudiants, n'ont pas de mutuelle. 29 % de la population et 34 % d'étudiants renoncent à des soins pour raison financière.

Dans le même temps, le groupe Sanofi-Aventis affiche 9,2 milliards de bénéfices pour 30 milliards de chiffre d'affaires, bénéficie de la niche fiscale du crédit-impôt-recherche pour 100 millions d'euros, vient de boucler un plan de 4 000 suppressions d'emplois et annonce 1 800 suppressions supplémentaires pour 2012, dont 800 dans la recherche. Les dividendes versés aux actionnaires passeront de 34 à 50 %

Les dix exigences de la CGT pour sortir de la crise

- Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux.
- Contrôler les aides publiques aux entreprises.
- Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.
- Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.
- Stopper les suppressions d'emplois.
- Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.
- Réformer la fiscalité en profondeur
- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits.
- Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.
- Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.

Impôt sur les sociétés des grandes entreprises : 1,1 milliard € (seulement pour 2012 et 2013)

On est loin des 170 milliards d'aides qui profitent essentiellement aux grandes entreprises qui grâce à ces mesures payent en moyenne 8 % d'impôt sur les sociétés pendant que les plus petites entreprises en payent 30 %.

L'État supprime des fonctionnaires chargés de la collecte de l'impôt alors que la fraude fiscale est estimée entre 45 et 50 milliards d'euros.

Retraite : 100 millions €

62 ans imposés en 2017 et non plus en 2018.
67 ans pour une retraite à taux plein.

Dès 2012, le salarié né en 1952 partira à 60 ans et 9 mois contre 60 ans et 8 mois imposé par la réforme.

Cette réforme, refusée par 70 % de la population sert essentiellement à calmer les agences de notation au dire de Sarkozy pour garder son triple A.

Mais pour les salariés, c'est une triple peine :
- recul de l'âge légal ;
- augmentation de la durée de cotisation ;
- baisse du niveau des pensions.

Baisse des aides sociales : 500 milions €

Cette mesure concerne :
- 4,7 millions de foyers pour les prestations sociales alors qu'elles ont permis à la France d'avoir l'un des plus haut taux de natalité en Europe qui représente un atout pour l'avenir ;
- 3 millions de foyers pour l'allocation de rentrée scolaire alors que l'accès à l'éducation devient un problème pour les bas et moyens revenus, remettant en cause l'égalité des chances tant souhaitée par le président Sarkozy ;
- 6 millions de foyers pour l'aide au logement alors que les prix des loyers ont explosé dans les dix dernières années.

Hausse de la TVA : 1,8 milliard €

Cette mesure est des plus injuste car elle pénalise plus particulièrement les plus modestes pour qui la TVA représente 16,6 % de leur consommation par rapport à leurs revenus pour seulement 8 % pour les ménages plus aisés et presque rien pour les plus fortunés.

(en milliards d'euros)	HAUT REVENU	SALARIÉ
Réduction des dépenses de Sécurité sociale		0,7
Anticipation retraite		0,1
Augmentation de 19 à 24 % du prélèvement forfaitaire sur les dividendes et intérêts	0,6	
Majoration exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés (2012 et 2013)	Entreprise 1,1	
Augmentation des impôts sur le revenu		1,7
Baisse des aides sociales		0,4
Augmentation TVA de 5,5 à 7 %		1,8
Rappel plan août 2011	0,2	3,0
TOTAL	**1,9**	**7,7**